



Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Frédéric LAFFORGUE, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Geniès BALAZUN, Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Marie-Delphine PARPILLON, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER

Environnement - Convention de développement du centre de ressources de l'Écolothèque entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale (DSDEN) de l'Hérault - Renouvellement - Autorisation de signature

Monsieur Roger CAIZERGUES, Conseiller Métropolitain, rapporte :

L'Écolothèque de Montpellier Méditerranée Métropole dispose en son sein d'un Centre de Ressources développé en appui avec la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale (DSDEN) de l'Hérault.

Ce Centre de Ressources a pour but de familiariser les élèves des établissements publics des cycles 1, 2 et 3 avec leur environnement immédiat, de leur faire découvrir les Sciences de la vie et de la Terre et de les sensibiliser aux problématiques environnementales, en lien avec les programmes d'enseignement de l'école primaire dans les domaines des Sciences de la Vie et de la Terre, de l'Ecologie et du Développement Durable.

Il est proposé de formaliser ce dispositif partenarial par le renouvellement de la convention de développement du Centre de Ressources, qui précise notamment les obligations de chacune des parties ainsi que les modalités pratiques de sa mise en œuvre.

L'Education Nationale s'engage ainsi à missionner un enseignant sur le site à l'année, et à affecter un agent supplémentaire désigné par la DSDEN, qui interviendra sur le Centre Ressources durant l'année scolaire. L'Education Nationale devra notamment concevoir, coordonner et suivre les projets pédagogiques, et assurer la planification de l'accueil du Centre de Ressources en lien avec l'Écolothèque.

De son côté, la Métropole organisera des activités scientifiques et élaborera un planning annuel d'accueil avec l'enseignant missionné. Pour cela, deux personnes seront affectées en animations scientifiques. Les domaines agricoles, le matériel scientifique et les locaux seront mis à disposition. Chaque jour, un bus scolaire assurera le transport des groupes scolaires. Les élèves accueillis seront placés sous la responsabilité de l'enseignant du départ de la classe à leur retour à l'école. Le Centre de Ressource est agréé par la DSDEN de l'Hérault pour accueillir des classes à la journée ou pour plusieurs jours. Chaque classe devra fournir les attestations d'assurance en responsabilité civile couvrant les risques pouvant survenir aux biens et aux personnes, l'enseignant étant compris dans les personnes couvertes en responsabilité civile.

Un Comité de Pilotage constitué de représentants des deux parties pourra être constitué afin notamment de définir les orientations de la structure, et approuver le bilan annuel d'activités élaboré par l'enseignant missionné.

La convention à intervenir prendra effet à compter de la date de sa signature pour une durée d'un an, renouvelable pour la même période par tacite reconduction dans la limite de 4 reconductions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de développement d'un centre de ressources avec la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale (DSDEN) de l'Hérault ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-178512-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention centre de ressources

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.